

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1420

[2011/202584]

**19 MEI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 1, 17° en 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 februari 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 februari 2011;

Gelet op het advies nr. 49.477/4 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het vijfde streepje van artikel 21, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen, wordt vervangen als volgt :

« — de woningen die toebehoren aan een openbare huisvestingsmaatschappij, aangekocht door de huurders. »

**Art. 2.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 mei 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1421

[2011/202583]

**19 MAI 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 9, § 1<sup>er</sup>, 19, alinéa 1<sup>er</sup>, et 23, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon, notamment l'article 2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2010;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 49.207/2, donné le 22 février 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de Développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de Cohésion, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1260/1999;

Considérant la décision de la Commission européenne C (2007) 6880 du 21 décembre 2007 portant adoption du Programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de Développement régional au titre de l'Objectif "Convergence" dans la province de Hainaut en Belgique;

Considérant la décision de la Commission européenne C (2007) 6889 du 21 décembre 2007 portant adoption du Programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de Développement régional au titre de l'Objectif "Compétitivité régionale et Emploi" dans la Région wallonne (hors province de Hainaut) en Belgique;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la section 4 du Chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, il est inséré un article 39bis rédigé comme suit :

« Art. 39bis. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer la prime aux services de conseil en innovation non-technologique à l'entreprise :

1° dont les activités ne relèvent pas de secteurs ou parties de secteurs exclus telles que précisées à l'article 4, 1°, 8°, 10° à 12° et 15°;

2° qui respecte les conditions visées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°;

3° qui, sans même procéder à des investissements, a recours à des services de conseil en innovation non-technologique réalisés dans au moins un des domaines suivants :

a) sensibilisation et définition d'actions en gestion des consommations énergétiques, gestion des déchets, consommation d'eau, gestion de la consommation de l'éclairage, gestion de la consommation du parc informatique en ce compris le centre de données :

— actions de sensibilisation du personnel de l'entreprise à ces différentes thématiques visant à diminuer l'impact environnemental ou à améliorer la gestion dans l'entreprise;

— mise en place et gestion de groupes de travail internes visant à améliorer les performances de l'entreprise;

— définition d'un programme d'actions avec identification du pilotage et du suivi, appropriation par l'entreprise;

b) définition de plans d'optimisation du transport et du charroi au départ de l'entreprise aussi bien au niveau du choix des modes de transport qu'au niveau de leur organisation;

c) mise en place d'outils permettant une meilleure gestion des déplacements marchandises, produits et personnes;

d) mise en place d'un outil de suivi des factures relatives à la gestion des déchets permettant un suivi et une maîtrise des quantités à gérer et l'identification de solutions optimisées de gestion;

e) enquête de mobilité du personnel, pré-diagnostic et plan de déplacement entreprise;

f) mise en œuvre de la dimension sociétale au sein de l'entreprise notamment en faisant appel aux services et produits offerts par les entreprises d'économie sociale;

g) mise en place de nouvelles structures et organisation du travail comme le télétravail, la vidéoconférence,...;

4° ne bénéficie pas de ou n'a pas sollicité l'octroi d'une prime aux services de conseil telle que visée à l'article 34, 4°, e) ou f), pour les mêmes domaines d'application que ceux visés au point 3°.

§ 2. L'agence de stimulation économique créée en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon est chargée, dans le cadre de ce dispositif, d'une mission de promotion et de communication des chèques innovation non-technologique aux entreprises. »

**Art. 2.** Dans la section 4 du Chapitre II du même arrêté, il est inséré un article 39<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 39<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du respect de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, la prime aux services de conseil en innovation non-technologique est limitée à 45 % du montant de la partie des honoraires du conseil en innovation non-technologique non pris en charge par le Fonds européen de Développement régional.

Le montant maximum des honoraires pris en considération s'élève à 620 euros par jour, hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais de déplacement éventuels du conseil en innovation non-technologique sont à charge de l'entreprise.

Les prestations de conseil dans les domaines visés à l'article 39<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3°, sont des prestations de conseil non récurrentes et non imposées par la législation en vigueur. Elles ne peuvent comprendre des études d'incidence.

§ 2. L'entreprise choisit le conseil en innovation non-technologique auquel elle souhaite faire appel au sein d'une liste reprenant, pour chaque domaine visé à l'article 34, 4°, c), e) et f), les conseils agréés par la commission visée à l'article 9, § 2, du décret.

L'entreprise introduit auprès de l'administration une demande de prime aux services de conseil en innovation non-technologique selon un formulaire type disponible auprès de celle-ci qui contient, notamment, les engagements suivants :

1° l'entreprise certifie que les prestations ne sont pas couvertes par une autre aide publique et plus particulièrement d'une prime aux services de conseil telle que visée à l'article 34, 4°, e) ou f), pour les mêmes domaines d'application que ceux visés à l'article 39<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3°;

2° l'entreprise met à la disposition de l'administration les documents attestant qu'elle a payé le montant de la facture du conseil en innovation non-technologique;

3° l'entreprise certifie que la prestation sera réalisée au bénéfice du siège d'exploitation indiqué.

L'administration en accuse réception dans les quinze jours de sa réception.

§ 3. Dans les trente jours qui suivent la réception d'une demande, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime aux services de conseil en innovation non-technologique qui précise, notamment, les domaines dans lesquels s'opèrent les prestations du conseil en innovation non-technologique et la durée maximale de celles-ci.

A la fin d'une mission de conseil en innovation non-technologique, l'entreprise transmet un rapport à l'administration indiquant les recommandations du conseil en innovation non-technologique ainsi que les perspectives de mise en œuvre de celles-ci. »

**Art. 3.** Dans la section 4 du Chapitre II du même arrêté, il est inséré un article 39<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Art. 39<sup>quater</sup>. La prime aux services de conseil en innovation non-technologique est liquidée à l'entreprise après la transmission du rapport visé à l'article 39<sup>bis</sup>, § 3, alinéa 2, des factures détaillant les prestations effectuées par le conseil en innovation non-technologique ainsi que de la preuve du paiement du montant total des prestations hors taxe sur la valeur ajoutée.

La prime aux services de conseil en innovation non-technologique n'est pas liquidée si l'entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché commun. »

**Art. 4.** Dans la section 4 du Chapitre II du même arrêté, il est inséré un article 39<sup>quinquies</sup> rédigé comme suit :

« Art. 39<sup>quinquies</sup>. Le retrait de la décision d'octroi de la prime aux services de conseil en innovation non-technologique et la récupération de celle-ci s'exerce conformément à l'article 39. »

**Art. 5.** Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2013.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mai 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1421

[2011/202583]

**19. MAI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere Artikel 9 § 1 Artikel 19 Absatz 1 und Artikel 23 Absatz 1;

Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft, insbesondere Artikel 2 § 2 Absatz 1, 10°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des am 20. Dezember 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 22. Februar 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.207/2;

In Erwägung der Verordnung Nr. (EG) 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1260/1999;

In Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission C (2007) 6880 vom 21. Dezember 2007 zur Verabschiedung des operationellen Programms für die Intervention der Gemeinschaft unter Beteiligung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung im Rahmen des Ziels "Konvergenz" in der Provinz Hennegau in Belgien;

In Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission C (2007) 6889 vom 21. Dezember 2007 zur Verabschiedung des operationellen Programms für die Intervention der Gemeinschaft unter Beteiligung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung im Rahmen des Ziels "regionale Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" in der Wallonischen Region (ohne die Provinz Hennegau) in Belgien;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Kapitel II, Abschnitt 4 wird ein Artikel 39bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 39bis - §1 - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann die Prämie für Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation dem Betrieb gewähren,

1° der keine Aktivitäten durchführt, die zu den so wie in Artikel 4, 1°, 8°, 10° bis 12° und 15° bestimmt, ausgeschlossenen Bereichen oder Teilen von Bereichen gehören;

2° der den Bedingungen nach Artikel 5 Absatz 1 3° und 4° genügt;

3° der, selbst wenn er keine Investitionen tätigt, an Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation für wenigstens einen der folgenden Bereiche appelliert:

a) Sensibilisierung und Bestimmung von Aktionen im Bereich der Kontrolle des Energieverbrauchs, der Abfallbewirtschaftung, des Wasserverbrauchs, der Kontrolle des Verbrauchs für die Beleuchtung, der Verwaltung des EDV-Materialbestands einschließlich des Datenzentrums:

— Aktionen zur Sensibilisierung des Betriebspersonals für diese verschiedenen Themen im Hinblick auf die Senkung der Umweltauswirkungen oder die Verbesserung der Unternehmensführung;

— Bildung und Führung von internen Arbeitsgruppen zwecks der Verbesserung der Leistungen des Betriebs;

— Bestimmung eines Aktionsprogramms mit Identifizierung der Maßnahmen zur Steuerung und Überwachung, Aneignung durch den Betrieb;

b) Bestimmung von Plänen zur Optimierung des von dem Betrieb ausgehenden Transports und Verkehrs sowohl hinsichtlich der Transportmittel als deren Organisation;

c) Einführung von Lösungen zwecks einer besseren Organisation der Waren-, Produkte- und Personenbeförderung;

d) Einführung eines Instruments zur Überwachung der Rechnungen in Zusammenhang mit den Abfällen, durch welches eine Kontrolle und Beherrschung der Abfallmengen und die Identifizierung von optimierten Lösungen möglich ist;

e) Untersuchung zur Mobilität des Personals, Vordiagnose und Betriebspersonal-Verkehrsplan;

f) Berücksichtigung von allgemein gesellschaftlichen Aspekten innerhalb des Betriebs, u.a. durch die Bestellung von Dienstleistungen und Produkten bei Betrieben der Sozialwirtschaft;

g) Einführung von neuen Arbeitsstrukturen und Organisationsschemen, wie z.B. Telearbeit, Videokonferenzen,...

4° der keine Prämie für Beratungsdienste im Sinne von Artikel 34, 4°, e) oder f) für dieselben Anwendungsbereiche wie diejenigen, die unter Nr. 3° genannt sind, erhält, oder sie nicht beantragt hat.

§ 2. Die kraft Artikel 1 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft geschaffene "Agence de stimulation économique" (Agentur für die Wirtschaftsbelebung) wird im Rahmen dieser Regelung mit einer Aufgabe der Förderung und Kommunikation in Bezug auf die Schecks für die nichttechnologische Innovation zugunsten der Betriebe beauftragt.»

**Art. 2** - In Abschnitt 4 von Kapitel II desselben Erlasses wird ein Artikel *39ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *39ter* - § 1 - Unbeschadet der Beachtung von Artikel 9 § 1 Absatz 2 wird die Prämie für Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation auf 45% des Betrags desjenigen Teils des Honorars für die Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation begrenzt, der nicht vom Europäischen Fonds für regionale Entwicklung übernommen wird.

Der Höchstbetrag des berücksichtigten Honorars beläuft sich auf 620 Euro pro Tag ohne MWSt. Die MWSt. und die eventuellen Fahrtkosten des Beraters für nichttechnologische Innovation gehen zu Lasten des Betriebs.

Bei den Beratungsleistungen in den in Artikel *39bis*, § 1 3° genannten Bereichen handelt es sich um sich nicht wiederholende Leistungen, die nicht durch die geltenden Rechtsvorschriften auferlegt werden. Sie dürfen keine Umweltverträglichkeitsprüfungen umfassen.

§ 2. Der Betrieb wählt den Berater für nichttechnologische Innovation, den er heranziehen möchte, innerhalb einer Liste, die für alle in Artikel 34 4°, c), e) und f), erwähnten Bereiche die von der in Artikel 9 § 2 des Dekrets erwähnten Kommission zugelassenen Berater anführt.

Der Betrieb reicht einen Antrag auf eine Prämie für Beratungsdienste bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular, das insbesondere die folgenden Verpflichtungen beinhaltet:

1° der Betrieb bescheinigt, dass die Leistungen durch keine andere öffentliche Beihilfe und insbesondere keine Prämie für Beratungsdienste im Sinne von Artikel 34 4°, e) oder f) für dieselben Anwendungsbereiche wie diejenigen, die unter Nr. *39bis*, § 1 3° genannt sind, gedeckt werden.

2° der Betrieb stellt der Verwaltung die Dokumente zur Verfügung, die beweisen, dass er den Betrag der Rechnung des Beraters für nichttechnologische Innovation bezahlt hat;

3° der Betrieb bescheinigt, dass die Leistung zugunsten des angegebenen Betriebssitzes durchgeführt wird.

Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang.

§ 3 - Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang eines Antrags fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Prämie für Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation, in dem insbesondere die Bereiche, für welche die Leistungen des Beraters für nichttechnologische Innovation stattfinden können, und die Höchstdauer dieser Leistungen bestimmt werden.

Am Ende einer Beratungsaufgabe für nichttechnologische Innovation übermittelt der Betrieb der Verwaltung einen Bericht, in dem die Empfehlungen des Beraters für nichttechnologische Innovation und die Aussichten zur Durchführung dieser Empfehlungen angeführt werden.»

**Art. 3** - In Kapitel II, Abschnitt 4 desselben Erlasses wird ein Artikel *39quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *39quater* - Die Prämie für Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation wird dem Betrieb nach der Übermittlung des in Artikel *39bis*, § 3 Absatz 2 genannten Berichts, der Rechnungen, in denen die vom Berater für nichttechnologische Innovation erbrachten Leistungen detailliert angegeben werden, sowie des Nachweises der Zahlung des Gesamtbetrags der Leistungen außer MWSt. ausgezahlt.

Die Prämie für Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation wird nicht ausgezahlt, wenn der Betrieb Gegenstand einer Rückforderungsanordnung infolge einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, in der festgestellt wird, dass die von ihm erhaltenen Beihilfen gesetzwidrig und mit dem gemeinsamen Markt unvereinbar sind.»

**Art. 4** - In Abschnitt 4 von Kapitel II desselben Erlasses wird ein Artikel *39quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *39quinquies* - Die Aufhebung des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste für nichttechnologische Innovation und die Beitreibung dieser Prämie erfolgen gemäß Artikel 39.»

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass wird am 31. Dezember 2013 außer Kraft gesetzt.

**Art. 6** - Der Minister für Wirtschaft und K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 19. Mai 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-C. MARCOURT

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1421

[2011/202583]

**19 MEI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 9, § 1, eerste lid, en 23, eerste lid;

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, inzonderheid op artikel 2, § 2, eerste lid, 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 2010;

Gelet op het advies nr. 49.207/2 van de Raad van State, gegeven op 22 februari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad van 11 juli 2006 houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1260/1999;

Gelet op beschikking van de Europese Commissie C (2007) 6880 van 21 december 2007 tot goedkeuring van het Operationeel Programma van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling in het kader van Doelstelling "Convergentie" in de provincie Henegouwen in België;

Gelet op beschikking van de Europese Commissie C (2007) 6889 van 21 december 2007 tot goedkeuring van het Operationeel Programma Doelstelling van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling in het kader van Doelstelling "Regionaal Concurrentievermogen en Werkgelegenheid" in het Waalse Gewest (behalve de provincie Henegouwen) in België;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In afdeling 4 van Hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt een artikel 39*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39*bis*. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een premie voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie toekennen aan de onderneming :

1° waarvan de activiteiten niet onder uitgesloten sectoren of sectordelen zoals nader bepaald in artikel 4, 1°, 8°, 10° tot en met 12° en 15°, vallen;

2° die aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3° en 4°, voldoet.

3° die zonder zelf de investeringen te verwezenlijken een beroep doet op adviesverlening inzake niet-technologische innovatie op één van de volgende gebieden :

a) bewustmaking en bepaling van acties voor het beheer van energieverbruik, afvalbeheer, waterverbruik, beheer van het verlichtingsverbruik, beheer van het verbruik van het informaticapark met inbegrip van het datacentrum :

— acties inzake de bewustmaking van het ondernemingspersoneel voor die verschillende thematieken met als doel de leefmilieu-impact te verminderen of het beheer in de onderneming te verbeteren;

— oprichting en beheer van interne werkgroepen om de prestaties van de onderneming te verbeteren;

— bepaling van een actieprogramma met identificatie van de sturing en de opvolging, toe-eigening van de onderneming;

b) bepaling van plannen voor de optimalisering van het vervoer en het verkeer vanaf de onderneming zowel wat de keuze van de vervoermiddelen als wat hun organisatie betreft;

c) invoering van een instrument voor een beter beheer van de verplaatsingen van goederen, producten en personen;

d) invoering van een instrument voor de opvolging van de facturen betreffende het afvalbeheer voor een opvolging en een beheersing van de te beheren hoeveelheden en de identificatie van geoptimaliseerde beheersoplossingen;

e) mobiliteitsenquête voor het personeel, prediagnostiek en bedrijfsvervoerplan;

f) uitvoering van de maatschappelijke dimensie in de onderneming, met name door een beroep te doen op de diensten en producten aangeboden door de sociale economiebedrijven;

g) invoering van nieuwe structuren en organisatie van het werk zoals, telewerk, videoconferentie,...;

4° die de toekenning van een premie voor adviesverlening zoals bedoeld in artikel 34, 4°, e) of f) niet geniet of niet aangevraagd heeft voor dezelfde toepassingsgebieden als die bedoeld in punt 3°.

§ 2. Het agentschap voor technologische stimulering opgericht krachtens artikel 1 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië is in het kader van die regeling belast met een opdracht inzake de bevordering en de communicatie van niet-technologische innovatiecheques aan de ondernemingen. »

**Art. 2.** In afdeling 4 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 39*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39*ter*. § 1. Onverminderd de naleving van artikel 9, § 1, tweede lid, van het decreet wordt de premie voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie beperkt tot 45 % van het bedrag van het gedeelte van het ereloon van de adviseur inzake niet-technologische innovatie dat niet ten laste is van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

Het maximumbedrag van het in overweging genomen ereloon bedraagt 620 euro per dag, belasting over de toegevoegde waarde niet meegerekend. De belasting over de toegevoegde waarde en de eventuele verplaatsingskosten van de adviseur inzake niet-technologische innovatie zijn ten laste van de onderneming.

De adviseurprestaties in de in artikel 39*bis*, § 1, 3°, bedoelde gebieden zijn niet-terugkerende adviseurprestaties die niet door de vigerende wetgeving opgelegd worden. Ze mogen geen effectenonderzoeken omvatten.

§ 2. De onderneming kiest de adviseur inzake niet-technologische innovatie op wie zij een beroep wenst te doen uit een lijst waarop voor elk gebied bedoeld in artikel 34, 4°, c), e) en f) de door de commissie bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet erkende adviseurs opgenomen zijn.

De onderneming dient bij het bestuur een premieaanvraag in voor adviesverlenende diensten inzake niet-technologische innovatie aan de hand van een typeformulier dat bij het bestuur beschikbaar is en dat met name de volgende verbintenissen bevat :

1° de onderneming bevestigt dat de prestaties niet gedekt worden door een andere openbare hulp en meer bepaald een premie voor adviesverlening zoals bedoeld in artikel 34, 4°, e) of f) voor dezelfde toepassingsgebieden als die bedoeld in punt 39*bis*, § 1, 3°;

2° de onderneming stelt de stukken waaruit blijkt dat ze het bedrag van de factuur van de adviseur inzake niet-technologische innovatie heeft betaald, ter beschikking van het bestuur;

3° de onderneming bevestigt dat de prestatie uitgevoerd zal worden ten gunste van de aangeduide bedrijfszetel.

Het bestuur bericht er ontvangst van binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan.

§ 3. Binnen dertig dagen volgend op de ontvangst van aanvraag treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning of tot weigering van de premie voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie waarin met name de gebieden aangegeven worden, waarin de prestaties van de adviseur inzake niet-technologische innovatie plaatsvinden, alsook de maximumduur ervan.

Bij beëindiging van een opdracht voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie maakt de onderneming een verslag aan het bestuur over, waarin de aanbevelingen van de adviseur inzake niet-technologische innovatie opgenomen zijn, alsmede de vooruitzichten voor de toepassing ervan. »

**Art. 3.** In afdeling 4 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 39<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39<sup>quater</sup>. De premie voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie wordt vereffend aan de onderneming na overmaking van het verslag bedoeld in artikel 39<sup>bis</sup>, § 3, tweede lid, van de facturen waarin de prestaties van de adviseur inzake niet-technologische innovatie gedetailleerd vermeld worden, evenals van het bewijs van de betaling van het totaalbedrag van de prestaties, belasting over de toegevoegde waarde niet meegerekend.

De premie voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie wordt niet uitbetaald als de onderneming het voorwerp uitmaakt van een bevel tot terugvordering na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard. »

**Art. 4.** In afdeling 4 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 39<sup>quinquies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39<sup>quinquies</sup>. De intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening inzake niet-technologische innovatie en de terugvordering ervan vindt plaats overeenkomstig artikel 39. »

**Art. 5.** Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2013.

**Art. 6.** De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 mei 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2011/22185]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Comité paritaire pour la médecine générale, institué auprès du Service des soins de santé. — Nomination de membres**

Par arrêté royal du 12 mai 2011, sont nommés membres du Comité paritaire pour la médecine générale, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, au titre de représentants des organisations professionnelles représentatives des médecins, à partir du 30 septembre 2010, MM. :

ANDRE, Willy  
BAFORT, Dirk  
BAUVAL, Marcel  
CASTEUR, Georges  
DEGAUQUIER, Charles  
DE GRAEF, Eric  
DELFORGE, Yves  
DEVENEYNS, Eddy  
DRIELSMA, Pierre  
DUHAYON, Guy  
KATZ, Simon  
MARTENS, Richard  
MOUAWAD, Fadi  
VAN WASSENHOVE, Kurt  
YOSHIMI, Sumio.

Par le même arrêté, sont nommés membres audit Comité paritaire, au titre de représentants d'une organisation professionnelle représentative des médecins, à partir du jour de la présente publication:

- M. BEKE, Antoon;  
- M. TOUSSAINT, Daniel, en remplacement de M. ZAEITYDT, Pierre.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2011/22185]

**Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Paritair comité voor de huisartsgeneeskunde, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Benoeming van leden**

Bij koninklijk besluit van 12 mei 2011 worden benoemd tot leden van het Paritair comité voor de huisartsgeneeskunde, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, als vertegenwoordigers van de representatieve beroepsorganisaties van geneesheren, vanaf 30 september 2010, de heren :

ANDRE, Willy  
BAFORT, Dirk  
BAUVAL, Marcel  
CASTEUR, Georges  
DEGAUQUIER, Charles  
DE GRAEF, Eric  
DELFORGE, Yves  
DEVENEYNS, Eddy  
DRIELSMA, Pierre  
DUHAYON, Guy  
KATZ, Simon  
MARTENS, Richard  
MOUAWAD, Fadi  
VAN WASSENHOVE, Kurt  
YOSHIMI, Sumio.

Bij hetzelfde besluit worden benoemd tot leden bij genoemd Paritair comité, als vertegenwoordigers van een representatieve beroepsorganisatie van geneesheren, vanaf de dag van deze bekendmaking:

- de heer BEKE, Antoon;  
- de heer TOUSSAINT, Daniel, ter vervanging van de heer ZAEITYDT, Pierre.